

Recherches sociographiques



Bernard JASMIN, *De l'éducation*

Jean Gould

Volume 38, numéro 2, 1997

L'école

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057131ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057131ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Gould, J. (1997). Compte rendu de [Bernard JASMIN, *De l'éducation*]. *Recherches sociographiques*, 38(2), 356–358. <https://doi.org/10.7202/057131ar>

Signalons enfin la qualité et l'abondance des sources. Philippe MEIREU, m'a-t-il semblé, occupe une place d'honneur. Les penseurs et chercheurs français y tiennent une position qui, pour une fois, rétablit un juste équilibre avec nos voisins du Sud. De plus, l'ouvrage est fort bien écrit, clair et abordable. Il constitue pour des étudiants en formation à l'enseignement un lieu intéressant d'apprentissage. J'en ai déjà fait le test avec succès.

Il reste à savoir quelle influence concrète aura *Une école de son temps* dans la redéfinition de l'école québécoise au cours des prochaines années. Au premier chef, il doit atteindre les enseignants eux-mêmes à qui il est d'abord destiné. Il y a là, pour la CEQ, un immense défi car les 70 000 enseignantes et enseignants québécois ressemblent terriblement à l'ensemble de leurs concitoyens !

Jean-Pierre PROULX

*Faculté des sciences de l'éducation,
Université de Montréal.*

Bernard JASMIN, *De l'éducation*, Montréal, Guérin, 1994, 146 p.

Bernard Jasmin constate l'échec de la Réforme du système d'enseignement au Québec, issue des recommandations du rapport Parent. Ce propos sur notre histoire récente n'est pas celui d'une personne qui a regardé le train passer ; c'est au contraire celui d'un artisan et d'un penseur. Philosophe de formation, Jasmin fut d'abord professeur au collège puis à l'École normale Jacques-Cartier, et devint, au début des années 1960, le premier directeur de la première commission scolaire régionale. Il passa ensuite à la Faculté d'éducation de l'Université Laval.

L'échec de la réforme tiendrait en premier lieu à des causes internes. Le manque de préparation des enseignants, la « centralisation administrative », le « syndicalisme de type industriel », la taille démesurée des écoles sont des facteurs qui ont contribué à la faire dévier. À cela il faut ajouter les causes de « société » : « l'emprunt désastreux d'un type d'école secondaire », la mince contribution au savoir du Canada français, la « torpeur face à la perte salubre de la tradition ».

Au-delà des questions administratives et de l'analyse sociologique, l'échec de la réforme doit se comprendre comme oubli de la culture. Jasmin est pénétré du problème du rapport entre la culture et la pédagogie. Son premier chapitre, un texte d'époque publié dans *Cité libre*, traite du renouvellement de l'enseignement secondaire par les sciences humaines, problème qu'a soulevé Marcel RIOUX dans les années 1950. Si l'enseignement secondaire doit être une « propédeutique à la vie de l'esprit », les

sciences humaines, quant à elles, doivent devenir un instrument de cette finalité. Or les pédagogues, ROUSSEAU en tête, affirment qu'il n'y a d'apprentissage que par la compréhension et non par la mémoire. Un même danger guette ainsi humanités et sciences humaines : l'encyclopédisme. Le renouveau n'est donc pas une question de contenu, mais d'« attitude » ; c'est de l'esprit, de la méthode des sciences humaines, et plus globalement des sciences, qu'il s'agit.

La pédagogie, souligne Jasmin, est servante de l'enseignement secondaire comme transmission de la tradition des humanités. Or, lorsqu'elle pose l'enfant comme le centre de l'acte pédagogique, elle fait passer « le gouvernement du maître à l'enfant », niant ainsi la nécessité de la « médiation », entre l'élève et le maître, qu'est le savoir. Pour cette pédagogie à prétention scientifique, il importe de retrouver « l'homme de l'origine » et « la nature de l'homme », afin d'instaurer un ordre naturel. Force nous est d'admettre après trente ans de réforme qu'elle dissout plutôt les finalités de l'enseignement secondaire, nous laissant avec une école sans finalité. La pédagogie s'autonomisant du savoir, les moyens deviennent leur propre fin. L'auteur constate alors que la servante est devenue « mangeuse de savoir ».

Dès 1950, les rapports entre la culture et la pédagogie font problème. Jasmin remarque à l'École normale Jacques-Cartier l'influence grandissante de la pédagogie et des disciplines connexes au détriment du savoir disciplinaire. Nous pouvons dire qu'il met en évidence l'opposition entre deux définitions de l'école secondaire : la première axée sur « l'enfant créateur », tel que pensé par la pédagogie, et la seconde, sur le savoir et la tradition intellectuelle. Ici, l'école secondaire n'est pas seulement une prolongation de l'élémentaire, elle doit se situer dans un ailleurs, celui de la culture. Ses maîtres doivent être des universitaires, des esprits rompus aux disciplines scolaires et non pas seulement des instituteurs formés en psychopédagogie. Comme Jasmin l'a expliqué à la commission Parent, les écoles normales devraient former les maîtres du primaire et laisser aux diverses facultés universitaires le soin de former ceux du secondaire.

En penseur et en observateur, Jasmin avait cru au renouvellement de l'enseignement, autant dans les collèges, où il avait enseigné, que dans les écoles normales. Les fruits sont amers : il y a cassure et la pédagogie prévaut sur la culture. Les sciences humaines et la pédagogie ont balayé tradition et culture, ainsi que les institutions qui les incarnaient, soit les collèges classiques et les écoles normales. L'échec de la réforme vient de la précipitation d'un monde scolaire qui ne connaît plus ses origines ni la tradition.

De l'éducation contient à la fois des documents d'époque et une réflexion contemporaine sur la réforme scolaire. L'auteur y fustige « l'illusion d'une science pédagogique qui se substitue au savoir et à la culture ». Le point de vue critique de l'ouvrage est original et bien peu s'en revendiquent. C'est d'ailleurs compréhensible dans un monde où la majorité des documents proviennent des officines gouvernemen-

tales ou paragouvernementales. Jasmin ne reprend pas la vulgate de la « Grande noirceur » ni celle de « l'adaptation aux besoins ». Original aujourd'hui, il l'était aussi à l'époque, à titre de collaborateur à *Cité libre* et membre du Mouvement laïque de langue française. Il critiquait alors le cours classique, en réaction à ce qu'on peut nommer « l'humanisme du contenu », qui avait cours dans les collèges après la Guerre. Plutôt que d'insister sur l'apprentissage des langues anciennes, on en était venu à concentrer l'étude sur la civilisation gréco-romaine. Jasmin voulait au contraire retourner à la formation de l'esprit. Sa pensée représentait une troisième voie entre le cours classique clérical et le cours primaire supérieur. Cette perspective est celle d'un secondaire conçu comme un cours classique dépoussiéré, laïque et moderne. Souvent soutenue par des membres du Mouvement laïque de langue française, elle fut battue en brèche par les forces technocratiques et les groupes de pression, et sans doute aussi par le haut clergé et les militants catholiques, qui laissèrent tomber les collèges en retour de la professionnalité scolaire.

Jean GOULD

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Claude LESSARD et Maurice TARDIF, *La profession enseignante au Québec, 1945-1990. Histoire, structures, système*, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 1996, 323 p.

Les auteurs proposent une synthèse de l'histoire récente des enseignantes et des enseignants québécois (dorénavant, quoique les femmes soient majoritaires dans ce secteur, j'utiliserai le masculin par « convention »). Pendant la période 1945-1990, les personnes engagées dans l'enseignement connaissent des modifications considérables de leurs conditions : alors qu'elles se trouvaient intimement liées à l'Église — plusieurs en étaient membres, les autres étaient sous son contrôle plus ou moins immédiat —, elles deviennent les porteuses privilégiées de l'idéologie de la modernisation qui dominait pendant les années de la Révolution tranquille avant de subir de plein fouet les avatars du désengagement de l'État et de la crise des finances publiques... dont la loi 104 est l'épisode le plus récent.

Cette histoire sera d'autant plus mouvementée que le personnel enseignant sert de médiateur entre les élèves et la collectivité qui attend de lui qu'il transmette aux enfants des connaissances, des savoir-faire et des attitudes. Chacun des débats de société qui ont secoué le Québec depuis quelques décennies se répercutera dans les écoles en une cascade de finalités, de buts et d'objectifs, bousculant valeurs et pra-